

2010

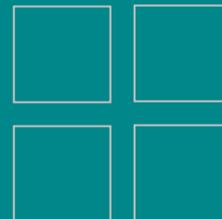
10

EVADIX 

RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL

SOMMAIRE

Aperçu des activités
Synthèse des chiffres du semestre
Structure & Gouvernance
Commentaires sur les chiffres du semestre
Rapport financier - Comptes consolidés
Comptes consolidés
Règles d'évaluation



Casterman Printing

> impression sur presses rotatives offset de haute pagination pour des produits tels que : catalogues, magazines, annuaires, guides, dépliants publicitaires, brochures ...

EVADIX MPI

> impression sur film plastique pour l'industrie alimentaire et des produits tels que : pains, gâteaux, brioches, biscuits apéritifs, barres chocolatées, pâtes, riz, sucrerie ...

EVADIX DMS

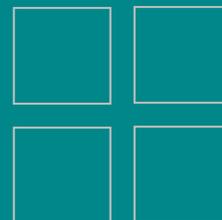
> mise sous film, mise sous enveloppe et personnalisation de courriers publicitaires et documents adressés pour des opérations de marketing direct pour des clients tels que : sociétés de vente par correspondance, banques et assurances, agences de communication et de publicité ...

EVADIX Bilog

> prestations de services logistiques : entreposage, gestion de stocks, préparation de commandes ...

EVADIX.NET

> prestataire de services informatiques : développements d'outils personnalisés appliqués à la gestion de plates-formes logistiques...



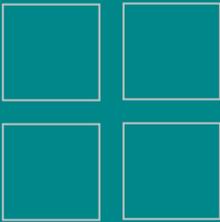
Résultats semestriels 2010

- | | |
|--------------------------------------|--|
| • Chiffre d'affaires : | 15,40 millions d'euros (-22% ; -14% à périmètre constant¹) |
| • EBITDA² : | 867.000 euros (-8% ; +4% à périmètre constant¹) |
| • Résultat net : | 207.000 euros |
| • Bilan : | Nette réduction de l'endettement (-12 millions d'euros) |
| • Développement stratégique : | Forte croissance des activités en Roumanie (+35%) |

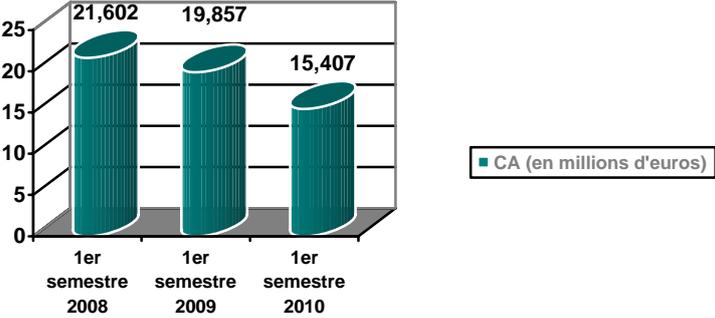
¹ « *Périmètre constant* » : La filiale EVADIX Etibel ayant été cédée au cours du premier semestre 2010, elle est sortie du périmètre de consolidation au 1^{er} janvier 2010. Les données dites à « *périmètre constant* » comparent donc les chiffres de juin 2009 (hors résultats de EVADIX Etibel) avec ceux de cette année.

² EBITDA : Résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements et provisions

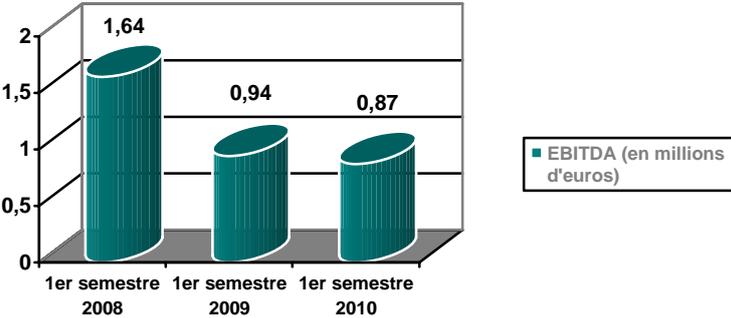
SYNTHÈSE DES CHIFFRES DU SEMESTRE



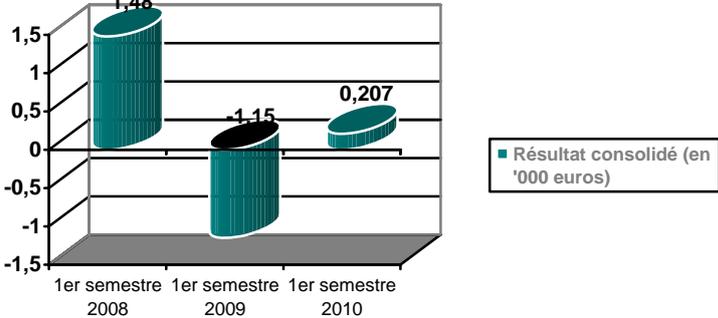
Chiffre d'affaires net



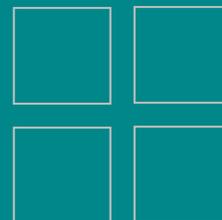
EBITDA



Résultat consolidé



SYNTHÈSE DES CHIFFRES DU SEMESTRE

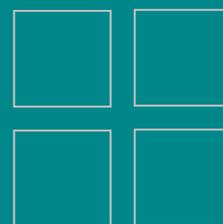


<i>Compte de Résultats Consolidé (en 000 d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2010
<i>Exercice couvrant la période du</i>	<i>01/01 – 30/06 2009</i>	<i>01/01 – 30/06 2010</i>
Montant net du chiffre d'affaires	19.857	15.407
EBITDA³	941	867
Amortissements et réduction de valeur	1.507	1.263
Amortissement du goodwill	9	0
Résultat d'exploitation	-575	-396
Résultat financier	-584	-186
Résultat courant	-1.159	-582
Résultat exceptionnel	-37	675
<i>dont amortissement exceptionnel du goodwill⁴</i>	-71	0
Résultat avant impôts	-1.196	93
Impôts et impôts différés	46	114
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	0	0
Résultat net consolidé	-1.150	207
<i>Par Action (en euros)</i>		
Résultat courant (par action)	-0,386	-0,194
Résultat net consolidé (par action)	-0,383	0,069

³ EBITDA : Résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements et provisions

⁴ Amortissement exceptionnel du goodwill lié à la fusion par absorption de EVADIX Services par EVADIX SA en date du 29 juin 2009

STRUCTURE & GOUVERNANCE



EVADIX SA

Quai Donat Casterman 71
7500 Tournai
BE 0467 731 030
RPM Tournai
Fonds propres : € 7,731 millions

Chiffres clés 1^{er} semestre 2010

Chiffre d'affaires	€ 15,4 millions
EBITDA	€ 0,87 million
Résultat net	€ 207.000 euros
Collaborateurs (au 30 juin 2010)	260 ETP

Conseil d'Administration

- | | |
|---|--|
| • Extensys SA
<i>représentée par Jean-François GOSSE</i> | Président - Administrateur indépendant |
| • Pascal LEURQUIN | Administrateur délégué |
| • Anmassen SPRL
<i>représentée par François BLONDEL</i> | Administrateur indépendant |
| • Roger MALCHAIR | Administrateur exécutif |
| • JARINVEST SPRL
<i>représentée par Etienne VAN DE KERCKHOVE</i> | Administrateur indépendant |
| • Atlantic Textile Consultants SA
<i>représentée par Henri VAN DIERDONCK</i> | Administrateur indépendant |

Comité d'audit et de rémunération

- | | |
|---|------------------|
| • Extensys SA
<i>représentée par Jean-François GOSSE</i> | Président |
| • Atlantic Textile Consultants SA
<i>représentée par Henri VAN DIERDONCK</i> | Membre |
| • Pascal LEURQUIN | Invité permanent |

Filiales

Belgique

Casterman Printing
Etibel International
EVADIX DMS
EVADIX Bilog
EVADIX.NET

Roumanie

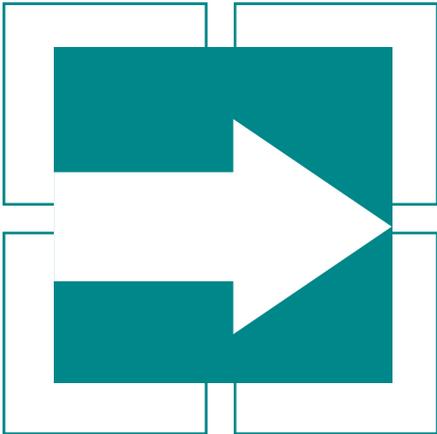
EVADIX EST
EVADIX MPI
EVADIX Labels

France

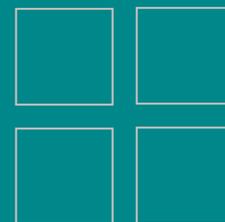
EVADIX France

Commissaire

RSM Réviseurs d'entreprises - Bernard DE GRAND RY, Céline ARNAUD



commentaires
sur les chiffres
du semestre



10

Commentaires sur le plan consolidé

Les secteurs de l'imprimerie et de la production de marketing direct (dans lesquels EVADIX opère principalement) connaissent toujours à l'heure actuelle de grandes difficultés. Ces secteurs subissent toujours les effets de la crise, ce qui induit un net recul du chiffre d'affaires de nos filiales belges. Cette baisse de chiffre d'affaires est le résultat à la fois d'une très forte pression sur les prix de vente et d'une chute des volumes.

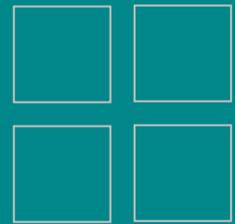
D'autre part, même si celles-ci se sont clôturées favorablement, les procédures engagées par Casterman Printing et EVADIX DMS dans le cadre de la loi sur la continuité des entreprises ont eu un impact négatif sur le chiffre d'affaires. Elles ont en effet affecté, principalement au premier trimestre, le renouvellement de contrats récurrents de certains clients importants.

Ces facteurs ont amené une baisse du **chiffre d'affaires** du Groupe qui s'établit à **15,40 millions d'euros** à fin juin, soit un recul de 22% par rapport au premier semestre 2009. À périmètre constant, ce recul s'établit à 14% ; la sortie du périmètre de consolidation de la filiale EVADIX Etibel cédée en avril explique cette différence.

Le cash flow opérationnel (**EBITDA**) recule quant à lui de 8% à **867.000 euros** ; à périmètre constant, celui-ci progresse de 4%.

Le résultat d'exploitation s'améliore de 179.000 euros par rapport au premier semestre 2009. On note une amélioration du résultat financier d'environ 400.000 euros, notamment en raison d'une diminution de la dette financière consolidée et d'une réduction des taux d'intérêts. Le résultat exceptionnel dégagé est principalement lié à la vente du bâtiment d'EVADIX DMS et aux procédures clôturées dans le cadre de la loi sur la continuité des entreprises (LCE).

Le **résultat net** est positif à **207.000 euros** par rapport à une perte de 1,15 millions au premier semestre de l'exercice précédent.



Le Groupe a réduit sa dette consolidée (dettes financières, commerciales et autres) de 12 millions d'euros (soit de 29 millions à 17 millions d'euros entre juin 2009 et juin 2010) ; la dette financière s'est réduite de 21,3 millions à 12,6 millions d'euros au cours de la même période. Cette réduction de la dette est principalement due à la cession de la filiale EVADIX Etibel, à la vente du bâtiment d'EVADIX DMS, à un niveau d'investissement relativement faible et à l'impact des procédures LCE. Les fonds propres consolidés, quant à eux, sont restés stables à 7,7 millions d'euros.

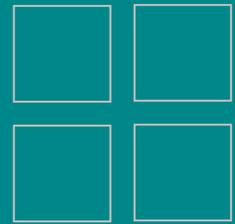
Sortie des procédures LCE (Loi sur la Continuité des Entreprises) en Février 2010

Les plans de continuité déposés par 3 filiales du Groupe EVADIX en 2009 ont été approuvés à une très large majorité lors du vote des créanciers qui s'est tenu le 3 février 2010 à l'audience extraordinaire de la deuxième chambre du Tribunal de Commerce de Tournai (cf. communiqué de presse du 3/2/10 disponible sur www.evadix.be).

Le jeudi 11 février 2010, le Tribunal de Commerce a prononcé un jugement favorable et a homologué les plans de réorganisation proposés permettant ainsi la clôture des procédures engagées dans le cadre de la loi sur la continuité des entreprises.

Commentaires par activités et filiales

EVADIX DMS subit toujours un fort ralentissement des secteurs dans lesquels ses clients sont actifs (marketing direct et vente par correspondance). La société est confrontée à une baisse générale des prix sur le marché. Cette filiale a enregistré un recul de 12% de son chiffre d'affaires semestriel à 2,64 millions d'euros. En particulier, les activités de routage et de personnalisation ont vu leur chiffre d'affaires baisser de 35%. EVADIX DMS clôture ce premier semestre avec un résultat net de 73.000 euros (contre un résultat négatif de 378.000 euros pour la même période en 2009). D'importantes mesures de réorganisation ont été prises au sein de cette filiale, comme prévu dans le plan de continuité homologué par le



Tribunal de Commerce. Ainsi, EVADIX DMS a cédé son bâtiment ; le produit de la vente a notamment permis de réduire significativement l'endettement (environ 1,2 millions d'euros), de financer la révision de TVA et les frais liés au déménagement de l'activité.

Casterman Printing évolue toujours dans un marché où les volumes sont globalement en baisse et les prix soumis à une forte pression. La société concentre ses efforts sur la préservation de ses marges par des gains de productivité et par une gestion serrée de ses coûts. Casterman Printing conduit une politique de prix de nature à garantir une rentabilité suffisante ; l'effet de cette politique a un impact négatif sur les volumes de ventes car elle amène l'entreprise à refuser un certain nombre de commandes.

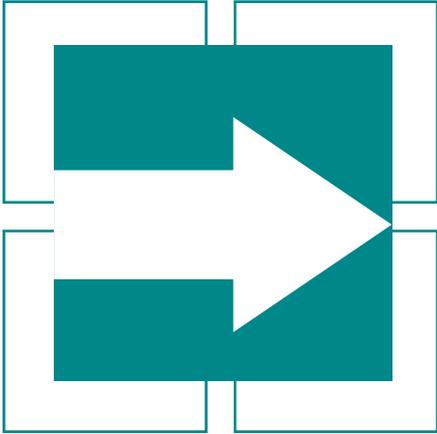
Le chiffre d'affaires accuse un recul de 26% à 9,72 millions d'euros (contre 13,1 millions au premier semestre 2009). Casterman Printing clôture ce premier semestre avec un résultat net positif de 288.000 euros (contre un résultat négatif de 130.000 euros pour le premier semestre 2009).

EVADIX Etibel a été cédée le 30 avril dernier et *déconsolidée* avec effet au 1/1/2010.

EVADIX MPI (activité d'impressions sur films en Roumanie) affiche un chiffre d'affaires en hausse de 35% (1,76 millions d'euros). Le résultat net reste négatif à hauteur de 41.000 euros, mais cette filiale réduit sa perte de quelque 55%. Le résultat cumulé des filiales du pôle roumain est proche de l'équilibre (-12.000 euros). Ces bons résultats s'inscrivent dans un marché qui subit lui aussi fortement la crise. EVADIX MPI continue ainsi de compenser une baisse des volumes par client par l'acquisition de nouveaux clients.

A titre prospectif

Le second semestre est traditionnellement plus actif dans le secteur de l'imprimerie. Cependant, la situation devrait demeurer difficile en 2011 pour les filiales belges.



comptes consolidés

EVADIX - Consolidation au 30 juin 2010
Comptes consolidés

	30 juin 2010	30 juin 2009	Variation
1. BILAN CONSOLIDE APRES REPARTITION			
ACTIF			
ACTIFS IMMOBILISES			
I. Frais d'établissement.....	89.201,53	157.784,38	-68.582,85
II. Immobilisations incorporelles.....	15.604,59	6.728,56	8.876,03
III. Ecart de consolidation.....		83.603,78	-83.603,78
IV. Immobilisations corporelles			
A. Terrains et constructions.....	2.899.451,07	7.957.858,10	-5.058.407,03
B. Installations, machines et outillages.....	2.889.958,22	3.611.700,64	-721.742,42
C. Mobilier et matériel roulant.....	209.181,28	590.101,90	-380.920,62
D. Location-financement et droits similaires.....	8.805.221,22	10.520.219,47	-1.714.998,25
E. Autres immobilisations corporelles.....	402,79	42.567,56	-42.164,77
F. Immobilisations en cours et acomptes versés.....	189.861,52	129.153,78	60.707,74
TOTAL IV.	14.994.076,10	22.851.601,45	-7.857.525,35
V. Immobilisations financières			
A. Entreprises mises en équivalence			
1. Participations.....			
2. Créances.....			
B. Autres entreprises			
1. Participations, actions et parts.....		-0,05	0,05
2. Créances.....	76.869,24	191,50	76.677,74
TOTAL V.	76.869,24	191,45	76.677,79
TOTAL ACTIFS IMMOBILISES	15.175.751,46	23.099.909,62	-7.924.158,16
ACTIFS CIRCULANTS			
VI. Créances à plus d'un an			
A. Créances commerciales.....			
B. Autres créances.....			
C. Impôts différés			
TOTAL VI.			
VII. Stocks et commandes en cours d'exécution			
A. Stocks			
1. Approvisionnements.....	1.612.749,05	2.153.975,40	-541.226,35
2. En-cours de fabrication.....	39.521,08	200.515,86	-160.994,78
3. Produits finis.....	173.023,10	268.680,19	-95.657,09
4. Marchandises.....	5.065,80	127.279,68	-122.213,88
5. Immeubles destinés à la vente.....			
6. Acomptes versés.....			
TOTAL A.	1.830.359,03	2.750.451,13	-920.092,10
B. Commandes en cours d'exécution.....			
TOTAL VII.	1.830.359,03	2.750.451,13	-920.092,10
VIII. Créances à un an au plus			
A. Créances commerciales.....	6.554.634,72	9.230.929,03	-2.676.294,31
B. Autres créances.....	345.860,67	471.042,22	-125.181,55
TOTAL VIII.	6.900.495,39	9.701.971,25	-2.801.475,86
IX. Placements de trésorerie			
A. Actions propres.....			
B. Autres placements.....	658.090,23	736.124,73	-78.034,50
TOTAL IX.	658.090,23	736.124,73	-78.034,50
X. Valeurs disponibles.....	1.043.533,92	1.125.519,86	-81.985,94
XI. Comptes de régularisation.....	702.216,09	786.575,74	-84.359,65
TOTAL DES ACTIFS CIRCULANTS	11.134.694,66	15.100.642,71	-3.965.948,05
TOTAL DE L'ACTIF	26.310.446,12	38.200.552,33	-11.890.106,21

EVADIX - Consolidation au 30 juin 2010
Comptes consolidés

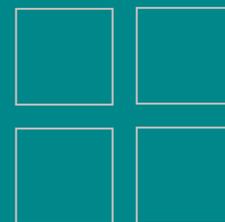
	30 juin 2010	30 juin 2009	Variation
PASSIF			
CAPITAUX PROPRES			
I. Capital.....	3.882.712,37	3.882.712,32	0,05
II. Primes d'émission.....	4.240.232,74	4.240.232,74	
III. Plus-values de réévaluation			
IV. Réserves	-1.928.124,61	-2.726.143,00	798.018,39
V. Ecarts de consolidation	84.911,38	118.480,67	-33.569,29
VI. Ecart de conversion	-246.785,80	-163.754,39	-83.031,41
VII. Subsidés en capital	1.698.475,57	2.421.569,88	-723.094,31
TOTAL CAPITAUX PROPRES DU GROUPE...	7.731.421,65	7.773.098,22	-41.676,57
VIII. INTERETS DES TIERS.....	1.770,56	96,14	1.674,42
TOTAL CAPITAUX PROPRES GROUPE ET TIERS	7.733.192,21	7.773.194,36	-40.002,15
IX. Provisions et impôts différés			
A. Pensions et obligations similaires.....	6.372,48	15.344,10	-8.971,62
B. Charges fiscales.....			
C. Grosses réparations et gros entretiens.....			
D. Autres risques et charges.....	774.320,78	6.943,45	767.377,33
E. Impôts différés.....	722.183,84	890.131,71	-167.947,87
TOTAL IX.	1.502.877,10	912.419,26	590.457,84
DETTES			
X. Dettes à plus d'un an			
A. Dettes financières			
1. Emprunts subordonnés.....	571.428,58	714.285,72	-142.857,14
2. Emprunts obligataires non subordonnés.....			
3. Dettes de location-financement et assimilées....	4.527.226,84	6.084.808,03	-1.557.581,19
4. Etablissements de crédit.....	848.531,12	4.480.727,99	-3.632.196,87
5. Autres emprunts.....	1.407.525,39	2.117.477,40	-709.952,01
TOTAL A.	7.354.711,93	13.397.299,14	-6.042.587,21
B. Dettes commerciales			
1. Fournisseurs.....	486.380,68		486.380,68
2. Effets à payer.....			
TOTAL B.	486.380,68		486.380,68
C. Acomptes reçus sur commandes.....			
D. Autres dettes.....	160.579,94		160.579,94
TOTAL X.	8.001.672,55	13.397.299,14	-5.395.626,59
XI. Dettes à un an au plus			
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année.....	701.212,28	1.579.838,09	-878.625,81
B. Dettes financières			
1. Etablissements de crédit.....	1.924.468,98	2.866.807,77	-942.338,79
2. Autres emprunts.....	2.625.000,00	3.500.000,00	-875.000,00
TOTAL B.	4.549.468,98	6.366.807,77	-1.817.338,79
C. Dettes commerciales			
1. Fournisseurs.....	1.390.803,07	5.731.242,12	-4.340.439,05
2. Effets à payer.....			
TOTAL C.	1.390.803,07	5.731.242,12	-4.340.439,05

EVADIX - Consolidation au 30 juin 2010
Comptes consolidés

	30 juin 2010	30 juin 2009	Variation
D. Acomptes reçus sur commandes.....		253.493,00	-253.493,00
E. Dettes fiscales, salariales et sociales			
1. Impôts.....	381.244,98	344.540,97	36.704,01
2. Rémunérations et charges sociales.....	997.642,74	1.498.303,90	-500.661,16
TOTAL E.	1.378.887,72	1.842.844,87	-463.957,15
F. Autres dettes.....	102.848,55	82.714,07	20.134,48
TOTAL XI.	8.123.220,60	15.856.939,92	-7.733.719,32
XII. Comptes de régularisation.....	949.483,69	260.699,75	688.783,94
TOTAL DES DETTES	17.074.376,84	29.514.938,81	-12.440.561,97
TOTAL DU PASSIF	26.310.446,15	38.200.552,43	-11.890.106,28
2. COMPTE DE RESULTATS CONSOLIDES			
I. Ventes et prestations			
A. Chiffre d'affaires.....	15.453.103,67	19.694.846,27	-4.241.742,60
B. Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution (augmentation +, réduction -).....	-179.210,04	-41.193,03	-138.017,01
C. Production immobilisée.....	2.290,60	48.822,30	-46.531,70
D. Autres produits d'exploitation.....	131.017,79	154.473,85	-23.456,06
TOTAL I.	15.407.202,02	19.856.949,39	-4.449.747,37
II. Coût des ventes et des prestations			
A. Approvisionnements et marchandises			
1. Achats.....	7.976.204,63	9.575.620,07	-1.599.415,44
2. Variation des stocks (augmentation-, réduction+)	-17.887,52	347.199,45	-365.086,97
TOTAL A.	7.958.317,11	9.922.819,52	-1.964.502,41
B. Services et biens divers.....	2.156.265,63	2.844.724,47	-688.458,84
C. Rémunérations, charges sociales et pensions.....	4.302.579,06	5.964.058,36	-1.661.479,30
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissements, sur immobilisations incorporelles et corporelles.....	1.291.708,06	1.515.031,86	-223.323,80
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations -, reprises +)	-28.486,31	-8.335,99	-20.150,32
F. Provisions pour risques et charges (dotations -, utilisations et reprises +)	16.137,03	11.078,66	5.058,37
G. Autres charges d'exploitation.....	106.337,85	172.858,08	-66.520,23
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration.....			
I. Amortissements des écarts de consolidation		9.367,93	-9.367,93
TOTAL II.	15.802.858,43	20.431.602,89	-4.628.744,46
III. Bénéfice (Perte) d'exploitation	-395.656,41	-574.653,50	178.997,09
IV. Produits financiers			
A. Produits des immobilisations financières.....			
B. Produits des actifs circulants.....	8.185,84	16.934,37	-8.748,53
C. Autres produits financiers.....	321.858,14	149.513,94	172.344,20
TOTAL IV.	330.043,98	166.448,31	163.595,67
V. Charges financières			
A. Charges des dettes.....	356.173,87	513.379,62	-157.205,75
B. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub II.E. (dotations +, reprises -)			
C. Autres charges financières.....	160.149,91	237.010,35	-76.860,44
D. Amortissements des écarts de consolidation.....			
TOTAL V.	516.323,78	750.389,97	-234.066,19

EVADIX - Consolidation au 30 juin 2010
Comptes consolidés

	30 juin 2010	30 juin 2009	Variation
VI. Bénéfice courant (Perte courante)avant impôts des entreprises consolidées	-581.936,21	-1.158.595,16	576.658,95
VII. Produits exceptionnels			
A. Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles.....		12.304,94	-12.304,94
B. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières.....			
C. Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels.....	232.082,76		232.082,76
D. Plus-values sur réalisations d'actifs immobilisés..	1.048.523,45	27.092,96	1.021.430,49
E. Autres produits exceptionnels.....	312.873,44	5.024,69	307.848,75
TOTAL VII.	1.593.479,65	44.422,59	1.549.057,06
VIII. Charges exceptionnelles			
A. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles			
B. Réductions de valeur sur immobil. financières			
C. Provisions pour risques et charges exceptionnels			
D. Moins-values sur réalisations d'actifs immobilisés.	129.756,24	33,95	129.722,29
E. Autres charges exceptionnelles.....	788.340,47	9.811,61	778.528,86
F. Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration(-).....			
G. Amortissement except. sur écarts de consolidation..		71.439,63	-71.439,63
TOTAL VIII.	918.096,71	81.285,19	836.811,52
IX. Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts, des entreprises consolidées.....	93.446,73	-1.195.457,76	1.288.904,49
X. Transferts/Prélèvements impôts différés & lat. fisc.			
A. Transferts aux impôts différés et latences fiscales			
B. Prélèvements sur impôts différés & latences fisc.	120.269,87	49.953,78	70.316,09
XI. Impôts sur le résultat			
A. Impôts.....	6.323,28	4.628,55	1.694,73
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales.....	-86,78		-86,78
XII. Bénéfice (Perte) des entreprises consolidées.....	207.480,10	-1.150.132,53	1.357.612,63
XIII. Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence			
A. Résultats en bénéfice			
B. Résultats en perte			
XIV. Bénéfice consolidé (Perte consolidée).....	207.480,10	-1.150.132,53	1.357.612,63
XV. Part des tiers dans le résultat.....	126,70	-111,41	238,11
XVI. Part du groupe dans le résultat.....	207.353,41	-1.150.021,15	1.357.374,56



10

Règles d'évaluation établies par le Conseil d'Administration.

Sans préjudice de l'application des règles d'évaluation reprises ci-dessous, les règles d'évaluation stipulées dans l'arrêté royal du 30 janvier 2001 relatif aux comptes annuels des entreprises (Code des Sociétés) sont également d'application.

Toutes les entités juridiques du Groupe faisant partie du périmètre de consolidation possèdent des règles d'évaluation comptables identiques ; directement pour les sociétés belges et moyennant retraitements pour les sociétés étrangères.

1. Evaluation de l'actif

1.1. Frais d'établissement

Les frais d'établissement sont évalués à leur valeur d'acquisition ; les frais de restructuration, autres que ceux acquis de tiers, sont évalués à leur coût de revient.

Les frais d'établissement et d'augmentation de capital sont portés à l'actif et sont amortis selon la méthode linéaire au taux de 20 %.

Les frais d'émission d'emprunts sont activés et l'amortissement est réparti sur toute la durée de l'emprunt.

Les autres frais d'établissements sont portés à l'actif et sont amortis selon la méthode linéaire au taux de 20%.

Les frais de restructuration sont activés et sont amortis selon la méthode linéaire au taux de 20 %.

Les dotations aux amortissements se font au prorata temporis durant l'année de l'acquisition.

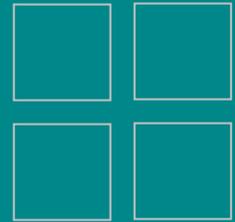
1.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition ; les immobilisations incorporelles, autres que celles acquises de tiers, sont évaluées à leur coût de revient, dans la mesure où celui-ci ne dépasse pas une estimation prudemment établie de la valeur d'utilisation de ces immobilisations ou de leur rendement futur pour l'entreprise.

La durée de l'amortissement est fixée au cas par cas ; toutefois, si les amortissements de frais de recherche et de développement et de goodwill sont répartis sur plus de cinq ans, justification doit en être donnée.

La durée d'amortissement des licences et des logiciels varie entre 20% et 33,33%.

Les dotations aux amortissements se font au prorata temporis durant l'année de l'acquisition.



Les immobilisations incorporelles dont l'utilisation n'est pas limitée dans le temps ne font l'objet de réductions de valeur qu'en cas de moins-value ou de dépréciation durables.

Les écarts de consolidation positifs sont amortis sur une durée de 10 ans. Le Conseil d'Administration a retenu la durée de 10 ans pour l'amortissement des écarts de consolidation positifs éventuels dans la mesure où c'est la période sur laquelle est estimé le retour sur investissement dans le cadre de l'acquisition de nouvelles filiales.

1.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, autres que celles engagées pour le paiement d'une rente viagère ou en vertu d'un contrat de location-financement ou de contrats similaires, sont évaluées à leur valeur d'acquisition.

Les droits d'usage dont l'entreprise dispose sur des immobilisations corporelles en vertu de contrats de location-financement ou de contrats similaires, sont portés à l'actif, à concurrence de la partie des versements échelonnés prévus au contrat, représentant la reconstitution en capital de la valeur du bien, objet du contrat.

Est repris sous la valeur d'acquisition des biens acquis contre paiement d'une rente viagère, le capital nécessaire au moment de l'acquisition, pour assurer le service de la rente, augmenté du montant payé au comptant et des frais.

Suivant la nature des immobilisations corporelles acquises, le conseil d'administration décide au cas par cas pour chacune des acquisitions de l'exercice de la méthode d'amortissement ainsi que du taux applicable.

En règle, il sera fait application des taux généralement admis par l'Administration des Contributions Directes.

Sauf dérogations décidées, dans le cas d'espèce, par le conseil d'administration, les méthodes d'amortissement et les taux applicables seront les suivants :

- Voir tableau des méthodes et des taux d'amortissement en annexe.

Les dotations aux amortissements se font au prorata temporis durant l'année de l'acquisition.

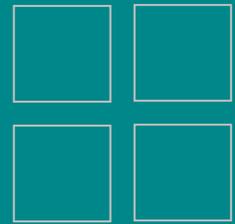
Les immobilisations corporelles dont l'utilisation n'est pas limitée dans le temps ne font l'objet de réductions de valeur qu'en cas de moins-value ou de dépréciation durables.

Parmi les immobilisations corporelles figurent dans des comptes distincts le matériel informatique ainsi que les logiciels informatiques.

1.4. Immobilisations financières

Les participations et actions sont évaluées à leur valeur d'acquisition, frais accessoires exclus.

La valeur d'acquisition des participations, actions ou parts reçues en rémunération d'apports ne consistant pas en numéraire ou résultant



de la conversion de créances, correspond à la valeur conventionnelle des biens et valeurs apportés ou des créances converties. Toutefois, si cette valeur conventionnelle est inférieure à la valeur de marché des biens et valeurs apportés ou des créances converties, la valeur d'acquisition correspond à cette valeur supérieure du marché.

Les titres à revenu fixe sont évalués à leur valeur d'acquisition, frais accessoires exclus. Lorsque leur rendement actuariel, calculé à l'achat en tenant compte de leur valeur de remboursement à l'échéance, diffère de leur rendement facial, la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement est prise en résultat prorata temporis sur la durée restant à courir des titres, comme élément constitutif des intérêts produits par ces titres et est portée, selon le cas, en majoration ou en réduction de la valeur d'acquisition des titres, à moins que la prise en résultat du rendement actuariel par rapport à la prise en résultat du seul rendement facial n'ait qu'un effet négligeable. La prise en résultats de cette différence se produit, le cas échéant sur base actualisée.

En ce qui concerne des titres dont le revenu est constitué exclusivement, d'après les conditions d'émission, par la différence entre le prix d'émission et la valeur de remboursement, la prise en résultat de cette différence se fait sur une base actualisée, en tenant compte du rendement actuariel à l'achat.

Sans préjudice aux dispositions de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés), les créances sont portées au bilan à leur valeur nominale.

Les participations et les actions, reprises sous cette rubrique, font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciation durables justifiées par la situation, la rentabilité ou les perspectives de la société dans laquelle les participations ou les actions sont détenues.

Les créances, y compris les titres à revenu fixe, reprises sous cette rubrique, font l'objet de réductions de valeur si leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis.

1.5. Stocks

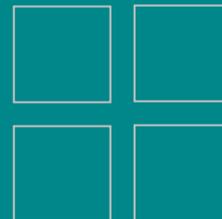
Matières premières, fournitures et marchandises

Les matières premières, fournitures et marchandises sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou à la valeur de marché à la date de clôture de l'exercice, lorsque cette dernière est inférieure. L'évaluation à la valeur inférieure de marché ne peut être maintenue si ultérieurement la valeur de marché excède la valeur inférieure retenue pour l'évaluation des stocks.

La valeur d'acquisition des matières premières, fournitures et marchandises est déterminée conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés), par une individualisation du prix de chaque élément.

Produits finis

Les produits finis sont évalués à leur valeur d'acquisition ou à la valeur de marché à la date de clôture d'exercice, lorsque cette dernière est



inférieure. L'évaluation de la valeur inférieure de marché ne peut être maintenue si ultérieurement la valeur de marché excède la valeur inférieure retenue pour l'évaluation des stocks.

La valeur d'acquisition des produits finis est déterminée conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés) par une individualisation du prix de chaque élément.

Les produits finis fabriqués par l'entreprise même, sont évalués à leur coût de revient.

Le coût de revient des produits finis comprend uniquement :

- le prix d'achat des matières premières, matières consommables et fournitures ;
- les coûts de fabrication qui sont directement imputables au produit ou au groupe de produits ;
- une quote-part d'une partie des coûts indirects de fabrication.

En-cours de fabrication

Les en-cours de fabrication sont évalués à leur coût de revient :

- le prix d'achat des matières premières, matières consommables et fournitures ;
- les coûts de fabrication qui sont directement imputables au produit ou au groupe de produits ;
- une quote-part d'une partie des coûts indirects de fabrication.

Commandes en cours d'exécution

Les commandes en cours d'exécution sont évaluées à leur coût de revient, majoré compte tenu du degré d'avancement des travaux de fabrication, de l'excédent du prix stipulé au contrat par rapport au coût de revient lorsque cet excédent est devenu raisonnablement certain.

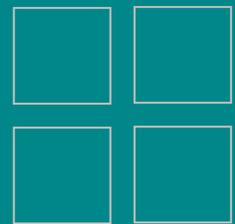
Le coût de revient des commandes en exécution comprend uniquement :

- le prix d'achat des matières premières, matières consommables et fournitures ;
- les coûts de fabrication qui sont directement imputables au produit ou au groupe de produits ;
- une quote-part d'une partie des coûts indirects de fabrication.

1.6. Créances à plus d'un an et à un an au plus

Sans préjudice aux dispositions de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés), les créances sont portées au bilan à leur valeur nominale.

Les créances à plus ou à moins d'un an, qui ne sont pas reprises sous la rubrique « immobilisations financières », font l'objet de réduction de valeur si leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis ou lorsque leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur comptable déterminée conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés).



Des réductions de valeur complémentaires sont actées sur les créances à plus ou à moins d'un an pour tenir compte soit de l'évolution de leur valeur de réalisation ou de marché, soit des aléas justifiés par la nature des avoirs en cause ou de l'activité exercée.

1.7. Placements de trésorerie et valeurs disponibles

Les actions propres de l'entreprise sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition, frais accessoires exclus.

Les actions sont évaluées au prix d'achat, frais accessoires exclus ou à leur valeur d'apport.

Les titres à revenu fixe sont évalués au prix d'achat, frais accessoires exclus ou à leur valeur d'apport.

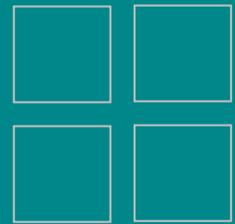
Lorsque le rendement actuariel calculé à l'achat en tenant compte de leur valeur de remboursement à l'échéance, diffère de leur rendement facial, la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement est prise en résultat prorata temporis sur la durée restante à courir des titres, comme éléments constitutif des intérêts produits par ces titres et est portée, selon le cas, en majoration ou en réduction de la valeur d'acquisition des titres à moins que la prise en résultat du rendement actuariel par rapport à la prise en résultat du seul rendement facial n'ait qu'un effet négligeable. La prise en résultats de cette différence se produit, le cas échéant sur une base actualisée, compte tenu du rendement actuariel à l'achat.

En ce qui concerne des titres dont le revenu est constitué exclusivement, d'après les conditions d'émission, par la différence entre le prix d'émission et la valeur de remboursement, la prise en résultat de cette différence se fait sur une base actualisée, en tenant compte du rendement actuariel à l'achat.

Les valeurs disponibles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition.

Les placements de trésorerie et les valeurs disponibles font l'objet de réductions de valeur lorsque leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur d'acquisition.

Des réductions de valeur complémentaires sont actées pour tenir compte de l'évolution de leur valeur de réalisation ou de marché.



2. Evaluation du passif

2.1. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont pour objet de couvrir les pertes ou charges nettement circonscrites quant à leur nature, mais qui, à la date de clôture de l'exercice, sont ou probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant.

Outre les provisions, constituées conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés), des provisions sont constituées, le cas échéant, pour couvrir d'autres risques et charges relatifs à :

- des engagements en matière de rente viagère ;
- des charges découlant de sûretés personnelles ou réelles constituées en garantie de dettes ou d'engagement de tiers ;
- des charges découlant d'engagements relatifs à l'acquisition ou à la cession d'immobilisation
- l'exécution de commandes passées ou reçues ;
- des fluctuations de prix ;
- des positions et marchés à terme en devises ou en marchandises ;
- des garanties ;
- des litiges en suspens.

Les provisions pour les risques et charges citées ci-dessus sont uniquement constituées en cas de risques prévisibles et de charges permanentes qui peuvent exercer une influence sur le résultat de l'exercice en cours ou des exercices suivants. Le montant des provisions est déterminé sur base d'une estimation objective des documents dont les risques et les charges ressortent.

2.2. Impôts différés

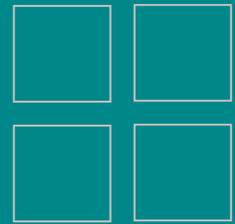
Les impôts différés sur les subsides en capital et les plus-values réalisées sont initialement évalués au montant normal de taxation qui les aurait frappés, si ces subsides et plus-values avaient été taxés à charge de l'exercice au cours duquel ils ont été taxés. L'évaluation se fait sur base du taux d'imposition moyen.

Ils sont évalués sous déduction de l'effet des réductions d'impôts et immunisations dont il est probable, au moment où ces subsides et ces plus-values sont actés, qu'il résultera, dans un avenir prévisible, une diminution de la charge fiscale afférente à ces subsides et ces plus-values.

2.3. Dettes à plus d'un an et à un an au plus

Sans préjudice aux dispositions de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 (Code des Sociétés), les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les engagements découlant des droits d'usage dont l'entreprise dispose sur des immobilisations corporelles en vertu de contrats de location-financement ou de contrat similaires sont chaque année évalués à concurrence de la partie des versements échelonnés prévus au contrat, représentant la reconstitution en capital de la valeur du bien, objet du contrat.



2.4. Réévaluation

Les immobilisations corporelles et les participations et actions, qui sont reprises sous les immobilisations financières, ne font pas l'objet de réévaluation.

2.5. Conversion de devises

Lorsque, à la date du bilan, des avoirs, des dettes et des engagements libellés en devises étrangères font partie des fonds propres de la société et que ces fonds propres sont soumis à l'impôt, ils sont convertis au cours de clôture du marché au comptant à la date du bilan ou du jour suivant de cotation.

Les montants convertis des devises étrangères sont repris comme suit dans le résultat de l'exercice : les écarts de conversion positifs ne sont pas inclus dans le résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été réalisés; les écarts de conversion négatifs sont directement pris en charge au cours de l'exercice concerné.

Les comptes annuels des filiales libellés en devises étrangères sont convertis de la manière suivante :

- les actifs et passifs sont convertis au cours de clôture, à l'exception des capitaux propres qui sont convertis au cours historique ;
- les charges et produits sont convertis au cours moyen de l'exercice ;
- les écarts de conversion résultant de l'application de ces principes sont portés à la rubrique « Ecart de conversion » au passif du bilan (fonds propres).